

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 29 (1937)
Heft: 5

Rubrik: Économie politique

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 06.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Nous espérons vivement que le Conseil fédéral élaborera au plus vite un projet faisant droit à nos propositions. A notre avis, le cas est *urgent* si l'on ne veut pas accentuer la tension sociale née de la crise persistante et de la hausse constante des prix à laquelle nous assistons depuis quelque temps.

Quant au *financement* de nos propositions il serait réalisable grâce aux moyens prévus pour les secours de chômage dans le budget pour 1937, à la condition que le chômage diminue dans une forte proportion. Par contre s'il ne diminue que dans la mesure où il l'a fait jusqu'ici, la somme prévue au budget suffira à peine à couvrir les besoins normaux de l'assurance-chômage et de l'aide de crise. Nous ne doutons pas, par conséquent, que les Chambres accepteront d'accorder les crédits complémentaires nécessaires à cet effet. De plus, dans notre requête du 12 décembre, nous avons évoqué un moyen de couvrir ces dépenses, soit un moyen parfaitement supportable du point de vue économique et parfaitement justifié du point de vue social. Un impôt prélevé sur les bénéfices réalisés à la suite de la dévaluation fournirait les moyens nécessaires pour financer l'aide justifiée aux chômeurs. »

Economie politique.

La conjoncture durant le premier trimestre 1937.

Depuis quelques années déjà nous pouvions prévoir dans nos aperçus sur la situation économique l'amélioration qui se manifeste actuellement à l'étranger. En 1936, les marchés ont subi une animation qu'ils ne connaissaient plus depuis longtemps et depuis l'automne dernier, le mouvement ascendant de l'amélioration est devenu quasi général, on peut même dire qu'il a pris un rythme accéléré depuis le début de 1937. Ce qu'il faut déplorer en l'occurrence, c'est que devant ce mieux qui se dessine, l'économie capitaliste privée commet des exagérations par la spéculation. L'augmentation de la demande de matières premières et de denrées alimentaires a provoqué une hausse de prix spéculative, laquelle a été, en avril, sensiblement atténuée par l'effondrement des positions de hausse.

Le deuxième trimestre qui a suivi la dévaluation étant échu, il y a moyen en Suisse de juger avec plus de certitude les effets de la décision du 26 septembre. L'exportation et le tourisme ont pu se réadapter aux conditions du marché mondial et prendre une part très importante au mouvement ascendant qui se manifeste dans l'économie mondiale et même dans des proportions plus prononcées que l'on ne s'y attendait. Cet état de choses donne lieu à un optimisme peut-être exagéré en maints endroits, surtout au Palais fédéral, où l'on considérait autrefois la dévaluation comme un malheur national et où l'on condamnait tous ceux qui osaient prétendre qu'elle s'avérerait indispensable.

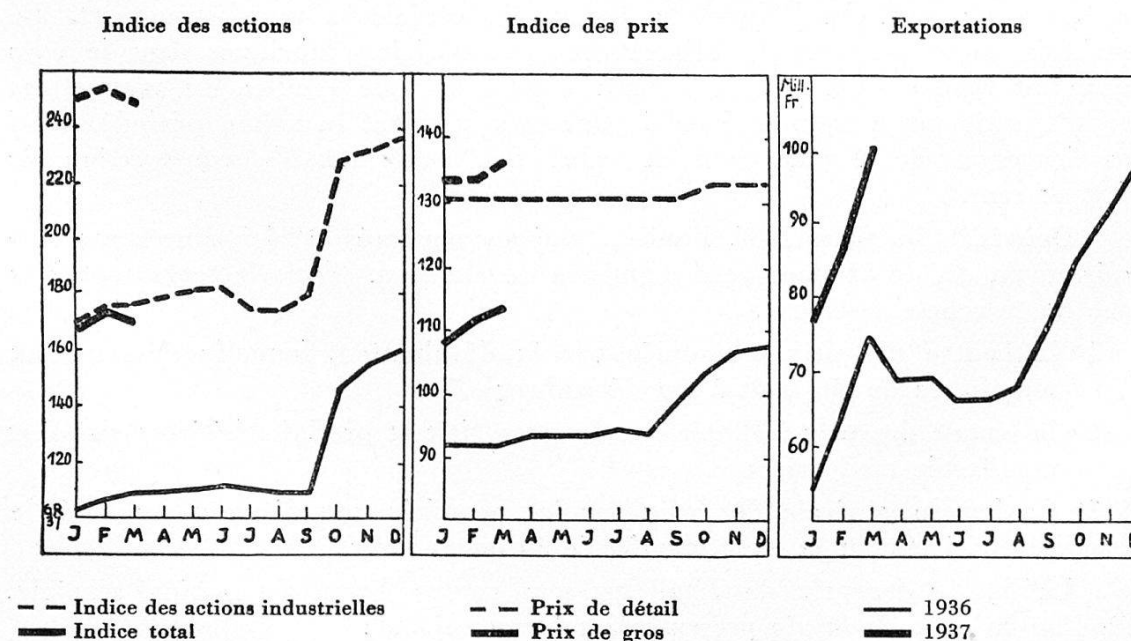
L'amélioration de la situation économique en Suisse est, il est vrai, assez unilatérale, car une grande partie de l'économie indigène n'en retire aucun profit et le chômage ne diminue que très lentement.

Le *marché du capital* qui immédiatement après le 26 septembre subit une sensible liquidité, a conservé en général cet état favorable, bien que depuis quelque temps il se produise une légère stagnation. Ce qu'on appelle le marché de l'argent, soit le marché pour les placements à court terme est débordé d'offres. L'intérêt des banques commerciales pour les crédits de change a été réduit de 1 pour cent en février; il eût été réduit davantage encore si la décision n'avait pas été prise à la suite d'une entente entre les banques. Seules Londres, Amsterdam et New-York ont des intérêts inférieurs. Le rendement des valeurs fédérales indique le développement des intérêts pour les placements à long terme; ce développement a été pour les obligations de 3½ pour cent des Chemins de fer fédéraux, série A—K:

		Cours	Rendement en %
1936:	Mars	87,2	4,6
	Décembre	102,3	3,3
1937:	Janvier	101,5	3,4
	Février	101,1	3,4
	Mars	101,5	3,4

Les conditions favorables du marché du capital ont donné lieu au lancement de nombreuses émissions. De janvier au 15 avril il n'y a pas eu moins de 34 emprunts alors qu'il n'y en a eu que 9 l'année précédente. Le marché a été mis à contribution pour 152 millions contre 21 millions en 1936. Sur ce montant, 111 millions concernent les cantons et les communes; nombre de sociétés d'électricité ont également émis de nouveaux emprunts. La Confédération par contre s'abstient, elle a même l'intention de rembourser divers emprunts au cours de cette année sans conversion et pour autant que les fonds destinés à la défense nationale ne suffiraient pas, elle se procurera l'argent auprès de la Banque nationale afin de faire baisser encore l'intérêt.

L'émission publique d'actions est également de nouveau possible, du fait que les sociétés émettrices offrent de nouvelles possibilités de rendement. De



janvier à la mi-avril il en a été émis pour 2,9 millions en 5 émissions, tandis qu'il n'y en a pas eu une seule au printemps 1936.

Les *cours des actions* n'ont pas subi de nouvelles hausses après Nouvel an et l'on a même enregistré quelques reculs à fin avril, à la suite de l'effondrement de la spéculation en Amérique. Pour la moyenne totale les cours représentaient à fin mars le 170 pour cent de la valeur nominale. L'indice des actions industrielles était à 250 comme en janvier et les banques et les sociétés financières ont presque atteint la parité. Comparativement au mois de mars de l'année dernière, l'indice total a augmenté de 57 pour cent et celui des actions industrielles de 42 pour cent.

La hausse des prix des marchandises s'est également poursuivie au cours du premier trimestre 1937, sous une forme plus modérée peut-être en mars. L'indice des prix de gros a subi de très sensibles modifications, en voici la courbe depuis la dévaluation:

Indice des prix de gros.

	Alimentation	Matières premières et auxiliaires	Fourrages et engrais	Total
1936: Mars . . .	101,5	74,9	95,8	90,9
Août . . .	107,3	73,8	94,1	93,4
Septembre . .	108,9	80,3	94,4	96,8
Octobre . .	115,1	87,6	97,1	103,1
Novembre . .	115,5	92,6	97,2	105,2
Décembre . .	117,1	94,7	97,1	106,8
1937: Janvier . . .	117,4	98,6	96,2	108,4
Février . . .	121,0	101,4	97,0	111,4
Mars . . .	121,6	105,2	98,4	113,3

Ce sont les matières premières étrangères qui ont subi la plus forte hausse. C'est ainsi que pour les matières premières du textile, pour le cuir et le caoutchouc les prix ont augmenté de 58 pour cent d'août 1936 à mars 1937. Au cours de la même période, les prix des matières premières métalliques ont exactement doublé. Pour les produits à base végétale, le renchérissement est de 42,5 pour cent, dans lequel la hausse des céréales a une bonne part. Le renchérissement des produits alimentaires et auxiliaires fabriqués dans le pays même est relativement peu important. C'est ainsi que l'indice du groupe des produits animaux a augmenté de 5 pour cent pendant la même période, celui des fourrages de 4 pour cent et celui des matériaux de construction de 16 pour cent.

Depuis la fin mars 1936, l'indice total a augmenté de 24,6 pour cent; l'accroissement est de 21 pour cent depuis la dévaluation. Trois facteurs sont à la base de ce renchérissement:

- 1^o la hausse des prix provoquée par la dévaluation, laquelle s'est surtout manifestée de fin août à fin décembre;
- 2^o la hausse des prix à l'intérieur du pays (lait et produits laitiers) qui s'est manifestée en février;
- 3^o La hausse générale des prix sur les marchés mondiaux a renforcé le renchérissement et s'est manifestée jusqu'en mars.

La hausse des prix de détail est par contre beaucoup moins sensible. L'indice du *coût de la vie* présente le tableau suivant:

		Produits alimen- taires	Combustible éclairage (savon)	Vêtements	Loyers	total
1936:	Septembre	121	111	111	177	130
	Octobre	123	112	111	177	132
	Novembre	123	114	111	177	132
	Décembre	123	114	111	177	132
1937:	Janvier	126	115	111	177	133
	Février	129	116	118	177	136
	Mars	129	116	118	177	136
	Augm. de sept. à mars	6,6 %	4,5 %	6,4 %	—	4,6 %

Le renchérissement frappe avant tout les produits alimentaires, mais les vêtements et le combustible ont subi à leur tour une certaine hausse. La hausse des prix provoquée par la dévaluation s'est étendue d'une manière assez générale, à l'exception des vêtements, car il se peut que dans l'indice établi en février la hausse provoquée par la dévaluation ne soit pas encore comprise.

Le commerce extérieur a poursuivi sa courbe ascendante, et les importations ont augmenté dans des proportions sensiblement plus fortes que les exportations.

	Importation			Exportation		
	1935	1936	Modification 1935/36	1935	1936	Modification 1935/36
	en millions de francs			en millions de francs		
3 ^e trimestre	306,3	279,7	— 26,6	184,5	210,3	+ 25,8
4 ^e trimestre	354,8	444,7	+ 89,9	225,2	275,1	+ 49,9
	1936	1937	1936/37	1936	1937	1936/37
1 ^{er} trimestre	268,5	454,9	+ 186,4	192,4	264,1	+ 71,7

L'augmentation des importations au cours du premier trimestre 1937 a été de 186 millions comparativement à l'année précédente, celle des exportations de 72 millions, le solde passif de la balance commerciale est donc de 114 millions. Les augmentations d'importations sont dues en partie à la hausse des prix, d'autre part au fait qu'à la suite de la production croissante, il a fallu des matières premières et des denrées alimentaires. Cette aggravation de la balance commerciale ne présente en soi aucune sorte de danger pour la balance suisse des paiements, car l'excédent des importations de l'année dernière atteignit un chiffre réduit dans des proportions anormales et du fait que depuis la dévaluation les recettes encaissées par la Suisse grâce au tourisme et aux services pour l'étranger, augmentent.

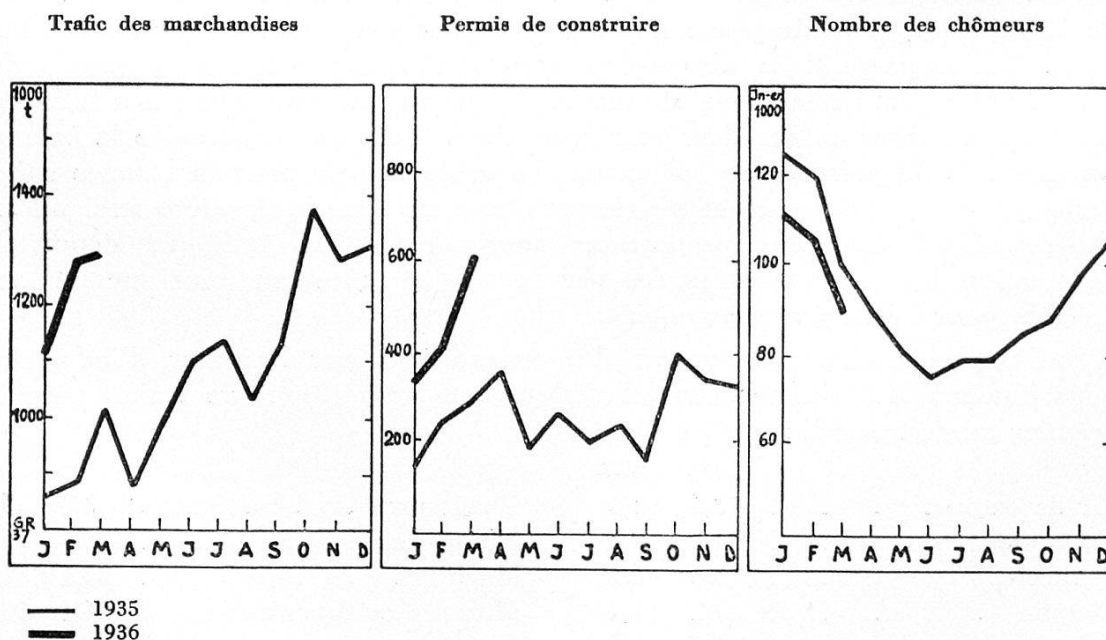
Si nous groupons la valeur des exportations par branches d'industries, nous obtenons les chiffres comparatifs suivants en millions de francs pour le premier trimestre 1937:

	1936	1937		1936	1937
Fil de coton	3,4	3,8	Chaussures	3,8	5,6
Toile de coton	14,5	18,2	Aluminium	6,9	12,1
Broderies	3,6	6,1	Machines	24,1	32,1
Chappe	1,2	1,4	Montres et fournitures	24,1	40,6
Soieries	7,7	9,4	Instruments et appareils	7,6	9,6
Rubans de soie	0,9	1,3	Parfums, drogues	9,7	12,5
Laine	0,9	1,4	Couleurs dériv. de l'aniline	15,3	21,7
Bonneterie	0,9	1,3	Chocolat	0,3	0,4
Soie artificielle	4,0	4,9	Lait condensé	0,9	1,0
Vannerie	5,1	8,7	Fromage	9,5	9,8

Le nombre des montres fabriquées a dépassé au cours du dernier trimestre les chiffres records de l'année 1929, bien que la valeur des exportations de cette époque n'ait pas encore été atteinte. Du point de vue de la valeur, l'industrie chimique exporte actuellement également davantage que pendant les années de prospérité. Diverses branches de l'industrie du textile accusent à leur tour une sensible amélioration de leurs exportations, en particulier la broderie, les tissus de coton et en outre la vannerie. Par contre, les exportations de fromage restent stationnaires; quantitativement, elles ont même légèrement diminué.

Grâce à la dévaluation le tourisme connaît un développement dont il n'avait plus joui depuis très longtemps. D'octobre à février on a compté 4,7 millions de nuitées, dont la moitié par des hôtes étrangers. Comparativement à la période correspondante de l'année dernière, l'augmentation du nombre des nuitées est de 14 pour cent. Cet accroissement est dû exclusivement à l'augmentation du nombre des touristes étrangers qui est de 34 pour cent, tandis que le nombre des touristes suisses est resté inchangé. Au cours des deux premiers mois de 1937, l'industrie hôtelière a même enregistré une augmentation de 21 pour cent des nuitées, voire même de 40 pour cent seulement en ce qui concerne les étrangers. Les recettes de l'industrie hôtelière ont augmenté proportionnellement et il est plus que certain que dans nombre d'endroits les hôteliers ont pu réaliser à nouveau l'intérêt des capitaux investis dans leur entreprise, ce qui n'a plus été le cas depuis de nombreuses années.

Les effets de la dévaluation ne se sont que partiellement manifestés dans l'économie indigène. Depuis le 1^{er} février, l'agriculture obtient une majoration de 2 ct. sur le prix du lait. Ce qui importe surtout à ce sujet c'est de savoir si malgré cette augmentation les agriculteurs pourront continuer à vendre la même quantité de lait, voire même à l'augmenter, ce qui dépend presque exclusivement du salaire de l'ouvrier.



L'activité dans l'industrie du bâtiment a atteint son point le plus bas au cours de l'hiver dernier. De janvier à mars, 725 logements ont été terminés, soit 321 ou 31 pour cent en moins que l'année précédente. Comparativement au premier trimestre de l'année 1935, le recul atteint même 66 pour cent. Ces

chiffres reflètent cependant encore la dépression qui régnait dans l'industrie du bâtiment avant la dévaluation. Ce qui est déterminant pour l'évolution de cette année, c'est le nombre des permis de construire qui, après avoir diminué pendant plusieurs années, semble augmenter de nouveau. Au cours des trois premiers mois de cette année, 1342 permis de construire ont été délivrés, soit 624 ou 87 pour cent de plus que l'année précédente, les chiffres de 1935 sont également quelque peu dépassés. Par contre, les résultats des années précédentes sont loin d'être atteints. L'activité dans le bâtiment est surtout en recrudescence dans les localités où l'on a très peu construit pendant la crise, comme par exemple à Winterthour, à Bienne, mais Zurich, Bâle et Genève accusent à leur tour une légère augmentation du nombre des permis de construire.

Le trafic des Chemins de fer fédéraux est fortement favorisé par l'amélioration du commerce extérieur. La courbe du trafic des marchandises dépasse de 28 pour cent celle des quantités de marchandises transportées l'année précédente. Le trafic des voyageurs est également de 7 pour cent supérieur à ce qu'il était il y a une année. Il est vrai que si les fêtes de Pâques n'avaient pas été aussi avancées, l'augmentation au cours du premier trimestre eût été moindre. Le trafic des voyageurs est surtout amélioré par l'affluence de voyageurs étrangers, car on enregistre encore aucune amélioration dans le trafic des voyageurs suisses. Du fait que malgré l'accroissement des recettes on assiste encore à une réduction des dépenses, l'excédent des recettes des CFF a augmenté en moyenne de 104 pour cent au cours des trois derniers mois, soit en tout de 13 millions de francs.

Les chiffres d'affaires du *commerce de détail* ont été de 12 pour cent supérieurs à ceux de l'année précédente en janvier, de 16 pour cent en février et de 18 pour cent en mars. Les chiffres concernant mars ont été influencés, il est vrai, par les fêtes de Pâques qui l'année dernière eurent lieu en avril. On peut donc estimer l'augmentation du chiffre d'affaires de 5 à 10 pour cent causée en grande partie par la hausse des prix.

Pour la première fois depuis plusieurs années, la courbe de *chômage* pour les quatre derniers mois est au-dessus de celle de 1936. Le nombre des chômeurs a été:

	1935	1936	1937	Diminution en 1937 comparativement à 1936	
				en chiffres absolus	en %
Janvier	110,283	124,008	110,754	13,254	11
Février	102,910	119,795	105,736	14,059	12
Mars	82,214	98,362	89,346	9,016	9

Il s'est produit un recul en mars, du fait que le nombre des ouvriers saisonniers congédiés fut d'environ 5000 en moins que lors de la période correspondante de l'année passée. La diminution du nombre des chômeurs en comparaison de mars 1936 ne fut par conséquent que de 9000 ou de 9 pour cent, tandis qu'elle fut de 12 pour cent en moyenne de décembre à février. Peut-être ce fait est-il imputable au temps qui fut moins favorable ce printemps. Cela prouve également très nettement que la réintégration des chômeurs ne se fait pas automatiquement. Le recul enregistré jusqu'ici dans le chômage est dû en majeure partie à l'amélioration qui s'est produite dans les industries d'exportation. Les chiffres suivants qui groupent les chômeurs par profession le prouvent suffisamment:

	Nombre des chômeurs complets			Modification comparative à mars 1936
	mars 1935	mars 1936	mars 1937	
Industrie du bâtiment	29,159	39,948	42,095	+ 2147
Industrie métallurg. et des machines	12,230	14,722	10,024	— 4698
Manœuvres et journaliers	5,440	5,718	5,864	+ 146
Montres et bijouterie	10,333	8,538	5,224	— 3314
Commerce et administration	4,566	5,216	5,184	— 32
Bois et verrerie	3,832	5,328	4,586	— 742
Industrie textile	5,286	4,965	2,542	— 2423
Hôtels et restaurants	1,935	2,398	2,191	— 207
Alimentation et boissons	1,191	1,431	1,456	+ 25

L'horlogerie, l'industrie des machines et du textile, soit des industries travaillant surtout pour l'exportation, ont occupé à nouveau près de 10,000 chômeurs complets. Il faut ajouter à cela le chômage partiel qui est en sensible diminution et qui concerne également pour une bonne part ces industries. Alors qu'en février 1936 les caisses de chômage indiquaient encore 36,400 chômeurs partiels, il n'y en avait plus que 28,500 en septembre et 16,000 en chiffres ronds à la fin de février 1937. Ainsi depuis une année, le nombre des chômeurs partiels a diminué de 20,400 ou de 57 pour cent.

Par contre, l'industrie du bâtiment comptait davantage de chômeurs au début de ce printemps que l'année dernière. Malgré les promesses faites par les autorités après la dévaluation, le nombre des ouvriers occupés à des travaux de chômage ou dans des cours de réadaptation professionnelle, n'est que de 400 supérieur à ce qu'il était à fin mars 1936. Ces ouvriers sont actuellement au nombre de 12,350.

Quant aux *prévisions* pour la future évolution de l'économie mondiale, nous croyons pouvoir dire sans exagérer que la production augmentera encore au cours des mois prochains. L'augmentation ira cependant en ralentissant quelque peu, du fait que la hausse des prix interrompue qui a également entraîné les cours des actions élevées dans des proportions exagérées, atténuera quelque peu le mouvement ascendant. C'est de l'ampleur de cette réaction sur les bourses de marchandises et des effets que dépendra la question de savoir si la production doit s'attendre à un recul sensible, ou s'il ne s'agit que d'un fléchissement passager de la ligne. Il est vrai que les fortes commandes en armes fournissent dans une certaine mesure, la garantie que la production se maintiendra dans les principaux pays.

C'est la raison pour laquelle la Suisse connaîtra une animation régulière dans son économie extérieure, laquelle n'aura cependant pas de très grandes répercussions sur le marché indigène pour un avenir prochain. Il est vrai que l'augmentation du nombre des permis de construire et des produits importés permet de conclure à un certain accroissement de la production. D'importants domaines de notre économie nationale continueront néanmoins à végéter aussi longtemps que l'on n'utilisera pas les bénéfices accrus de l'industrie pour procéder au relèvement des salaires diminués et accroître ainsi le pouvoir d'achat des masses.

Le niveau des prix en Suisse et à l'étranger.

Il résidait une parcelle de vérité, du moins pour une certaine période, dans l'affirmation que le niveau des prix en Suisse était trop élevé et que de ce fait nos industries d'exportation n'étaient pas en mesure de soutenir la concurrence avec l'étranger. Il est exact que durant les années de 1932 à 1936 le niveau des prix de notre pays était sensiblement supérieur à ceux des principaux pays concurrents. Il était faux par contre d'attribuer cet état de choses aux salaires soi-disant trop élevés. La différence de prix fut, bien plus, causée par une *politique monétaire* variée.

Pour bien le prouver, nous allons établir une comparaison entre les prix de l'Angleterre, de la Suède, des États-Unis, de la France, de la Belgique, de la Hollande et ceux de la Suisse. L'Allemagne également compte comme concurrent sérieux vis-à-vis de la Suisse. Cependant du fait que les exportations de ce pays sont encouragées dans une telle mesure par l'Etat, prendre son niveau des prix comme base de comparaison, donnerait un tableau complètement faussé de sa capacité de concurrence.

Bornons-nous tout d'abord à l'évolution qui s'est faite de 1929 jusqu'en août 1931, soit à l'époque de la baisse de la Livre sterling. Dans l'établissement d'une comparaison des chiffres-indices de divers pays on se heurte sans cesse à la même difficulté, c'est-à-dire que la base de calcul n'est pas partout la même. Suivant le genre et le groupement des marchandises qui entrent en considération, les chiffres-indices quant à la modification de prix, varient très fortement. Les différences les plus marquées concernent surtout l'indice des prix de gros.

Les chiffres-indices des prix suivants sont tous basés sur l'année 1929. Nous aurions pu nous baser sur une autre année, sur 1914 par exemple ou sur la moyenne annuelle d'une année précédant immédiatement la crise. Suivant l'année de base, les conditions varient entre les divers pays. En 1929, soit en pleine prospérité, les différences de prix étaient à peu près égalisées, c'est pourquoi nous choisissons cette année-là comme base. Dans des comparaisons de ce genre, il ne faut pas oublier que les différences des prix de détail sont très souvent dues au hasard et qu'elles sont de ce fait sans importance aucune. Ces comparaisons entre prix de divers pays ont pour but unique de démontrer les grandes lignes du développement.

	Prix de gros 1929 = 100			Coût de la vie 1929 = 100		
	1929	1930	août 1931	1929	1930	août 1931
Angleterre	100	88	73	100	96	88
Suède	100	87	78	100	97	93
Etats-Unis	100	91	76	100	96	86
Belgique	100	87	72	100	103	90
France	100	88	78	100	104	93
Hollande	100	90	77	100	96	90
Suisse	100	90	77	100	98	93

Jusqu'au milieu de 1931, la chute des prix de gros a été à peu près la même dans tous les pays. Il en fut de même pour les prix du coût de la vie.

En automne 1931, l'Angleterre et la Suède dévaluèrent. Les États-Unis abandonnèrent l'étalon or au printemps de 1933 et deux ans plus tard la Belgique, à son tour, dévalua. La dévaluation effectuée par ces pays n'a pas de

grandes répercussions sur le développement des prix. Au contraire, en Angleterre et en Suède, les prix tombèrent tout d'abord plus bas encore. C'est à partir du milieu de l'année 1933 seulement qu'une différence très marquée s'affirma entre les pays à change déprécié et ceux du bloc de l'or. Tandis que dans les premiers les prix commencèrent à monter lentement dès ce moment mais d'une manière continue, ils continuèrent à baisser en Belgique jusqu'au moment de la dévaluation du belga, soit jusqu'au printemps 1935; en France, en Hollande et en Suisse, plus longtemps encore, soit jusqu'à la moitié de 1935; c'est à partir de ce moment-là seulement que les prix augmentèrent à leur tour dans ces pays.

Chiffres-indices en monnaie nationale.

	1932	1933	1934	1935	1936	Début 1937
	1929 = 100					
<i>1^o Prix de gros.</i>						
Angleterre	75	74	76	78	83	90
Suède	78	76	81	83	86	94
Etats-Unis	68	69	79	84	85	90
Belgique	62	59	56	63	69	79
France	68	64	60	54	66	85
Hollande	65	63	63	62	64	74
Suisse	68	64	64	64	68	77
<i>2^o Coût de la vie.</i>						
Angleterre	87	85	86	87	90	92
Suède	92	90	91	92	93	93
Etats-Unis	78	75	79	83	85	87
Belgique	83	83	79	80	85	89
France	94	93	93	87	91	97
Hollande	84	83	83	81	78	80
Suisse	86	81	80	79	81	86

Le mouvement ascendant des prix dans les pays à change déprécié peut s'expliquer par la demande accrue en marchandises qui se fit sentir au moment de la reprise des affaires; c'est surtout le cas pour l'Angleterre et la Suède. La hausse des prix fut encore plus marquée aux Etats-Unis. Mais ici cette hausse fut surtout encouragée par la politique économique suivie par l'Etat et avant tout par les mesures prises en faveur de l'agriculture. C'est plus tard seulement que les prix ont augmenté dans les pays du bloc de l'or. Dans ces groupes de pays, la pression constante des prix du marché indigène empêchait encore les prix ascendants du marché mondial de déployer complètement leur effet. A partir de 1935 cependant il ne fut également plus possible d'empêcher la hausse générale des prix dans ces pays.

Si l'on compare les uns aux autres les chiffres-indices des prix en monnaies nationales, on constatera qu'au moment de la baisse du franc suisse, les prix n'étaient pas plus bas à l'étranger, au contraire, on verra qu'ils étaient même plus élevés, ce qui signifie tout simplement que le niveau des prix en Suisse ne fut nullement réduit dans de moindres proportions, au contraire, en partie plus fortement que dans les autres pays. Ainsi par exemple au moment où l'indice du coût de la vie atteignait le point le plus bas en Suède (avril 1933) il n'était que de 10 % au-dessous de ce qu'il était en 1929, en Angleterre de 17 %, tandis qu'en Suisse lorsque le coût de la vie atteignit le point le plus bas au printemps 1935, il était de 21 % inférieur à ce qu'il fut en 1929. Aux

Etats-Unis et en Belgique, la pression des prix fut légèrement moins accentuée. Pour un certain temps, les prix de détail furent de 29 % au-dessous du niveau des prix de la dernière période de prospérité aux Etats-Unis, et de 25 % en Belgique.

Toutefois pour juger de la capacité de concurrence sur le marché mondial, on ne saurait comparer les uns aux autres les chiffres-indices calculés en monnaie nationale, il faut au contraire se baser sur les chiffres or de préférence. La dévaluation entraîna une baisse sensible des prix calculés en or des pays qui dévaluèrent. Lorsqu'une monnaie a été dévaluée dans une proportion de 40 %, le pays qui a dévalué peut fixer les prix d'exportation à destination de pays qui ont maintenu l'ancienne parité or, de 30 % et plus plus bas, du fait qu'à la suite de la baisse du cours du change l'importation renchérit. Evalués en or, les prix en bloc sterling tombèrent très fortement. Il se produisait ainsi d'un coup une très grande différence de prix entre les pays à change déprécié et ceux du bloc de l'or.

Evalués en or, les chiffres-indices des prix ont évolué comme suit pour la moyenne annuelle:

Chiffres-indices calculés en or.

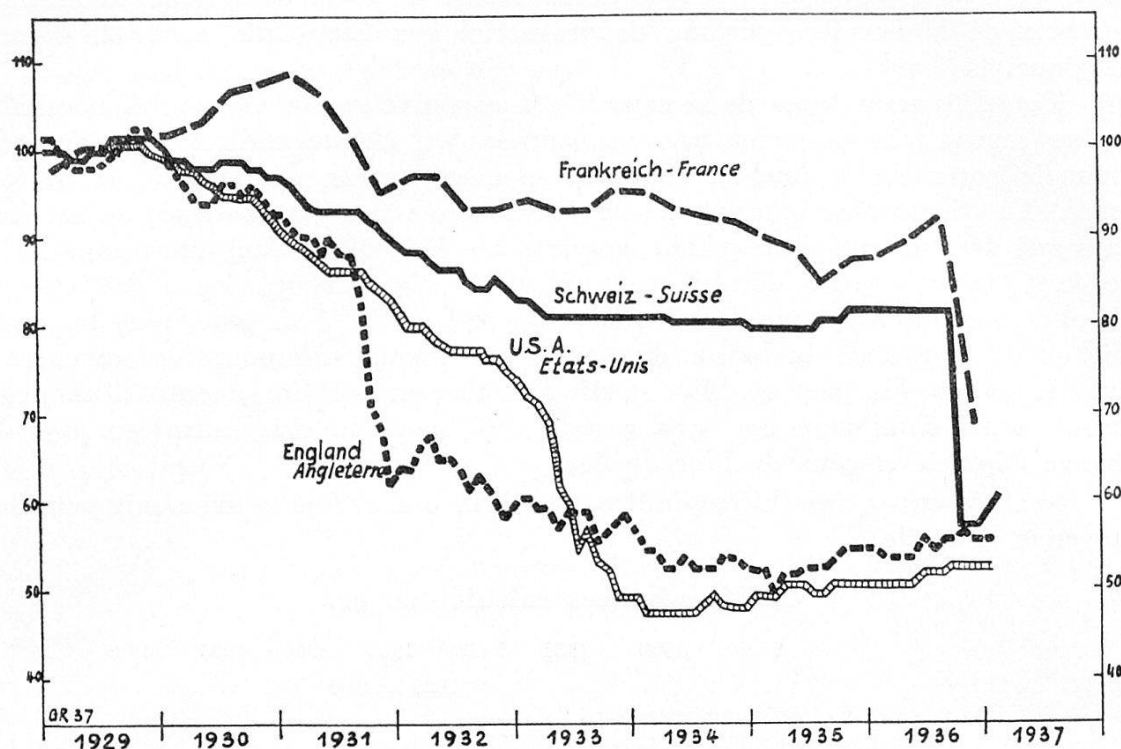
	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	Début 1937
1920 = 100									
<i>1^o Prix de gros.</i>									
Angleterre	100	88	71	54	50	47	47	49	54
Suède	100	87	75	54	50	47	46	48	53
Etats-Unis	100	91	77	68	55	47	50	50	53
Belgique	100	87	74	62	59	56	49	50	57
France	100	88	80	68	64	60	54	60	59
Hollande	100	90	76	65	63	63	62	60	60
Suisse	100	90	78	68	64	64	64	62	54
<i>2^o Coût de la vie.</i>									
Angleterre	100	96	83	63	58	64	52	54	55
Suède	100	97	87	63	57	51	52	52	52*
Etats-Unis	100	96	87	78	60	48	50	51	52
Belgique	100	103	92	83	83	79	63	61	64
France	100	104	103	95	93	93	87	84	68*
Hollande	100	96	90	84	83	83	81	75	64
Suisse	100	98	93	86	81	80	79	75	60

* Décembre 1936.

Le graphique ci-dessus fait également ressortir la grande différence de prix existant entre les différents pays. Nous nous sommes bornés à reproduire les principaux pays. La courbe des prix de la Suède est à peu près la même que celle de l'Angleterre, c'est pourquoi nous ne l'avons pas indiquée. La Hollande accuse un mouvement semblable à la Suisse, à part une baisse plus accentuée en octobre 1936, le taux de dévaluation étant de 10 % inférieur.

C'est depuis la dévaluation du bloc sterling seulement que le niveau des prix en Suisse pour le coût de la vie fut de 50 à 60 % supérieur à celui de divers pays concurrents. Comme nous l'avons démontré, les différences étaient auparavant moins marquées. Ces dernières sont donc entièrement dues à la baisse du cours du change des pays qui ont dévalué. Il était exclu qu'en poursuivant la déflation, la Suisse eût pu se mettre au niveau de concurrence des autres pays, alors qu'il y avait une si forte différence, et cela sans tenir compte

Indice du coût de la vie en or.



des grosses difficultés économiques. L'espoir fondé par de vastes milieux que les prix augmenteraient rapidement dans les pays à change déprécié après la dévaluation, en réduisant ainsi les grandes différences existantes, s'est donc avéré illusoire. Les prix ont bien augmenté à l'étranger depuis 1933, mais dans une proportion trop faible pour rétablir l'équilibre nécessaire.

C'est seulement depuis la dévaluation par les pays du bloc de l'or que les prix-or des divers pays se sont rapprochés. Quoi qu'il en soit, la baisse du cours du change dans les nouveaux pays qui ont dévalué a entraîné un renchérissement sur le marché indigène, lequel est cependant sensiblement inférieur au taux de la dévaluation. En outre, les prix ne cessent d'augmenter à l'étranger; aussi longtemps que la hausse des prix sur le marché indigène ne dépasse pas celle des prix du marché mondial, cela ne change naturellement rien entre les divers niveaux de prix. Il ressort de la comparaison des chiffres-indices calculés en or, qu'à la suite de la dévaluation du franc suisse, la capacité de concurrence avec les principaux Etats industriels est de nouveau rétablie.

Mouvement ouvrier.

En Suisse.

BOIS ET BATIMENT. La Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment a présenté à la Fédération suisse des entrepreneurs, conjointement avec la Fédération chrétienne des ouvriers du bâtiment, du bois et de la peinture, la Fédération des ouvriers et employés évangéliques et l'Union syndicale des ouvriers indépendants, un projet de contrat collectif national pour l'industrie du bâtiment. Ce contrat règle les conditions minima devant être appliquées dans toute la Suisse. Cependant, dans certains endroits, il sera sans doute